

L'eau potable est un domaine où une telle coopération est absolument essentielle. Il s'agit d'une ressource aussi précieuse que le pétrole qui pourrait elle aussi faire l'objet d'une coopération réelle. Les habitants du Moyen-Orient ont besoin de canaux d'irrigation et non pas de tranchées de combat. L'eau pourrait leur servir de cause commune, comme la communauté du charbon et de l'acier de Jean Monnet l'a été pour la France et l'Allemagne après la dernière guerre.

Enfin, je crois qu'il faut absolument que le monde ferme une fois pour toute le bazar des armes au Moyen-Orient. Quatre-vingt-quinze pour cent des armes dont dispose Saddam Hussein lui ont été fournies par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, le même Conseil qui a dû se prononcer sur l'attaque lancée par l'Iraq. Pendant la guerre Iran-Iraq, 25 pays ont fourni des armes aux deux camps, situation que l'on peut maintenant considérer comme de l'avidité débridée ou comme une tentative peu perspicace de dominer une région impossible à contrôler, où les alliances se font et se défont à une vitesse remarquable. Nos soldats sont maintenant menacés par des armes que les pays de la Coalition ont envoyées à l'Iraq. Il ne fait aucun doute que ce conflit, abstraction faite des souffrances humaines qu'il engendre, entraîne des coûts de beaucoup supérieurs aux profits réalisés par la vente d'armes échelonnée sur une dizaine d'années.

Chaque pays a le droit de se défendre; mais il doit aussi veiller à ce que les moyens pris pour assurer sa protection ne puissent servir à une offensive déstabilisatrice. Il est temps d'agir non pas en aidant les pays les plus faibles, mais en limitant le pouvoir de ceux qui sont les plus forts. Nous devons réduire notre arsenal, non pas l'augmenter.

À cet égard, des problèmes considérables se posent. Comment distinguer les armes défensives des armes offensives ? Combien en faut-il ? Comment vérifier les arsenaux lorsque les conflits politiques perdurent, et comment mettre un terme à ces conflits si la course aux armements se poursuit ? Comment des pays dont l'économie dépend énormément des ventes d'armes au Moyen-Orient peuvent-ils accepter un renforcement des contrôles qui causera chômage et baisse des profits ? Comment amener tous les pays à se plier à des mesures de contrôle de façon à éviter que certains ne cherchent à profiter d'occasions résultant des restrictions que d'autres s'imposent ?

La question du commerce des armes conventionnelles est liée à celle de la prolifération des armes de destruction massive. Les armes nucléaires, chimiques et biologiques au Moyen-Orient constituent une véritable bombe à retardement. Cette situation est inacceptable. L'équilibre par la terreur n'est pas une notion exportable. Dans cette région, la destruction mutuelle assurée ne peut précisément conduire qu'à la destruction